

Care et intersectionnalité

Le 07/11/201

Université Paris 8, bâtiment D, amphi D005

Journée d'études organisée par Magdalena Brand (CRESPPA-CSU, Paris 8), Laura Marzi (LEGS, Paris 8), Naima Regradj (UTRPP, Paris 13) et Mira Younes (UTRPP, Paris 13)

Avec le soutien des universités Paris 13 et Paris 8

Argument

Cette journée entend fournir un espace collaboratif qui vise à construire des notions théoriques transdisciplinaires fortes pour mettre au centre de la réflexion le point de vue, les expériences et les résistances de sujets politiques marginalisés¹. Dans le souci de produire, à partir de contextes et de points de vue hétérogènes, un déplacement épistémologique, méthodologique et conceptuel qui rende compte d'expériences subalternisées², il nous paraît important de remobiliser les héritages politiques et théoriques de l'intersectionnalité et du *care*. De fait, pensés « avec » et « depuis » les marges, ces deux paradigmes font apparaître (ou requalifient) les portées éthiques et politiques d'expériences et de savoirs relégués.

Le concept d'intersectionnalité a été élaboré dans le champ juridique en 1984 par Kimberlé Crenshaw³ à partir des expériences des femmes noires et des femmes immigrées pauvres. Crenshaw entend « briser le silence » sur les violences à l'encontre des femmes noires et immigrées, exercées par les hommes, par les institutions en charge de les aider et par les difficultés socio-économiques qui font obstacle à leur autonomie. Ainsi, le concept d'intersectionnalité remet en cause les conceptions dominantes de l'antiracisme et du féminisme qui, en faisant l'impasse sur une analyse spécifique aux femmes de couleur pauvres, reproduisent leur subordination et leur silence. Au contraire, l'approche intersectionnelle se propose d'établir une cartographie des marges, en inscrivant les expériences des femmes racisées pauvres aux États-Unis au croisement de plusieurs rapports de domination, pour faire ressortir les enjeux qui les concernent et leurs ressorts politiques.

Patricia Hill Collins a insisté sur l'importance de la division du travail dans la construction du *black feminism* et de l'intersectionnalité en particulier, dans la mesure où « le travail détermine des points de vue sur le monde qui différenci[aient] les Africaines-Américaines des femmes blanches »⁴. Le prisme de l'intersectionnalité est souvent mobilisé par les recherches qui s'intéressent au travail de

¹ HOOKS, bell. *Feminist theory: from margin to center*. London: Pluto, 2000, 179 p.

² SPIVAK, Gayatri Chakravorty. *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Paris : Amsterdam, 2009, 109 p. (trad. Jérôme Vidal).

³ CRENSHAW, Kimberlé. « Cartographie des marges : Intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre* (39), 2005, p. 51-82.

⁴ HILL COLLINS, Patricia. « La construction sociale de la pensée féministe noire » in DORLIN, Elsa (dir.) *Black feminism, anthologie du féminisme africain-américain (1975-2000)*. Paris : L'Harmattan, 2008, p. 139.

reproduction et de *care*, en tant qu'il fait l'objet d'une division globale du travail qui fait jouer les rapports sociaux de sexe et de race.

Le concept de *care* a été élaboré par Carol Gilligan⁵, en 1982, aux États-Unis, en mobilisant la psychologie morale et la philosophie de la justice. Il a permis de mettre en relief une éthique particulière, attentive au détail et aux enjeux concrets d'une situation, par contraste avec une morale universalisable de la justice. Inséparable des notions d'interdépendance, de vulnérabilité, d'attention et de visibilité/invisibilité, le paradigme du *care* permet de requalifier un travail de reproduction déprécié, alors même que ce travail de maintien de la vie s'accompagne d'un coût émotionnel et d'une exigence de disponibilité considérables. Il fait aussi ressortir, sur un registre éthique, les réseaux de solidarité majoritairement investis par des femmes subalternes, ainsi que les responsabilités considérables qu'elles endossent, alors même qu'elles sont fréquemment privées de considération et de soin. La perspective politique qui s'en dégage consiste d'une part à lutter pour une « politique du *care* », soucieuse des populations vulnérabilisées, de leurs conditions, mais aussi de ce « qui compte » pour elles et de leurs voix. Cette perspective nous engage d'autre part à revaloriser le travail du *care* et à déconstruire les assignations auxquelles il donne lieu, tout en réfléchissant comme le fait la sociologue américaine Evelyn Nakano Glenn, à l'interdépendance des chercheurs et des acteurs sociaux dans la transformation des discours dominants⁶.

Nos recherches multisituées gagneraient à revenir sur ces outils théoriques et politiques, afin de produire des « connexions » prometteuses d'avenir. Penser la position de femmes, cis et trans⁷, et de parias subalternes, relayer leurs voix et mettre en récit leur travail, leurs rapports au monde et leurs résistances passe par des outils définis en fonction des contextes et des situations. Dans la mesure où les sujets excèdent toujours les normes et les dispositifs qui les constituent, il est important de rendre compte des « multiples façons dont les normes sont vécues et habitées »⁷, des résistances hétérogènes et des capacités d'agir situées. De fait, certains de nos contextes de recherche, notamment auprès de travailleuses des Suds, nous conduisent à déstabiliser « le sujet normatif de la théorie féministe libérale », car comme le formule l'anthropologue Saba Mahmood, « les transformations sociales et politiques résultent toujours de luttes contingentes locales, dont les visées ne peuvent être établies, ni déterminées à l'avance »⁸.

⁵ GILLIGAN, Carol. *Une voix différente, Pour une éthique du care*. Paris : Flammarion, 2009, 284 p. (coll. « Champs essais »).

⁶ « comme universitaires et comme chercheurs/ses, nous avons un rôle à jouer dans la lutte que mènent les travailleurs/ses du *care* pour améliorer leurs conditions de vie. Nous pouvons développer un langage et des concepts susceptibles de convaincre de la nécessité d'une compréhension sociale plus large du travail de *care* comme véritable travail et comme partie intégrante de l'économie politique » in NAKANO GLENN, Evelyn. « Le travail forcé : citoyenneté, obligation statutaire et assignation des femmes au *care* » in LAUGIER, Sandra, MOLINIER, Pascale et PAPERMAN, Patricia (dir.). *Qu'est-ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité*. Paris : Payot & Rivages, 2009, p. 131, (coll. « Petite Bibliothèque Payot »).

⁷ MAHMOOD, Saba. *Politique de la piété*. Paris : éd. La Découverte, 2009, p. 44 (coll. « Textes à l'appui »).

⁸ MAHMOOD, Saba. *Politique de la piété, op. cit.*, p. 58-62.

Si de nombreux travaux universitaires font référence aux savoirs des personnes engagées dans l'action militante et dans la lutte quotidienne, « cependant - et n'est-ce pas l'essentiel ? - ils ne les ont pas reconnues comme autonomes et devant être poursuivies pour elles-mêmes ». Joseph Wresinski poursuit : « Les chercheurs en ont fait prématurément une source d'information pour leur recherche, plutôt que de les voir comme une démarche de recherche authentique en soi, sujet de soutien et non pas objet d'exploitation »⁹. Quelles méthodologies solidaires peut-on mettre en œuvre pour sortir de l'ombre l'interdépendance et les réseaux entre les différents producteurs des connaissances qui nourrissent les recherches ? La question de la représentation, de l'écriture et de la mise en récit de nos rencontres convoque une dimension auto-réflexive qui demeure souvent le point aveugle de la théorisation. Pour garantir une « conversation sensible à la question du pouvoir, et non simplement pluraliste »¹⁰, il s'agira de construire ces échanges dialogiques à partir de nos différentes positions de vie et de production de savoir, à l'Université, sur la Toile, dans la littérature, dans la lutte et au quotidien.

Axe 1 “Héritages, productions et circulations des savoirs politiques”

Les héritages politiques oubliés ou neutralisés par les lieux de pouvoir/savoir sont actuellement remobilisés, réactualisés et revivifiés par de nombreux collectifs ou chercheur.e.s, qui par leurs publications, sur la toile ou au travers d'autres media, mettent en partage une boîte à outils au service de sujets politiques. La dépolitisation du concept d'intersectionnalité¹¹ est notamment questionnée, au sens de la dépossession de ses sujets politiques et de la neutralisation de ses effets émancipateurs, comme le revers de sa traduction¹² dans l'académie et de sa récupération¹³ par des sujets politiques dominants. Comment faire face aux conflits et aux violences à l'œuvre dans les processus de recherche, la transmission et la circulation des savoirs ? Et comment donner une suite à ce que les paradigmes du care et de l'intersectionnalité *opèrent*, notamment en termes de visibilité et de requalification de corps, de subjectivités et d'éthiques marginalisés ?

⁹ WRESINSKI, Joseph, « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat », 1980, p. 27-28.

¹⁰ HARAWAY, Donna. « Savoirs situés : la question de la science dans le féminisme, et le privilège de la perspective partielle » in *Manifeste cyborg et autres essais*. Paris : Exils Editeurs, 2007, p. 126 (trad. Denis Petit et Nathalie Magnan).

¹¹ JOÃO Gabriell. « L'intersectionnalité en question (1) : la dépolitisation blanche », Chronik de Nègre(s) Inverti(s), 16 mars 2014 [<https://negreinverti.wordpress.com>].

¹² HILL COLLINS, Patricia. « Lost in translation? Black in translation? Black Feminism, Social justice, and Intersectionality », Intervention au congrès international des recherches féministes francophones, 29 août – 2 septembre 2012, Université de Lausanne.

¹³ MOUJOURD Nasima et AIT BEN LMADANI Fatima. « Peut-on faire de l'intersectionnalité sans les ex-colonisé.e.s ? », *Mouvements* (72), 2012, p. 11-21.

Axe 2. Politiques du Care, État social et colonial

Nous faisons le constat que les politiques de l'État social et de l'État colonial se sont en partie construites sur l'interventionnisme « bienfaiteur » du pouvoir. Ces politiques passent tout particulièrement par le contrôle des sujets post-colonisés et/ou pauvres et/ou hors normes, de leur genre, de leurs conjugalités, de leurs sexualités, de leur travail (sexuel ; de *care* ; domestique, éducatif et maternel), en construisant des catégories arbitraires de sujets, et notamment de femmes, à la fois pensé/e/s comme « victimes » et « coupables » de leurs situations. Quelles sont les effets de ces politiques dans les vies des personnes concernées et comment y font-elles face ou font-elles avec ? Il s'agira de questionner comment les inégalités du *care* sont aussi déterminées par une position au sein du pouvoir politique : entre les personnes qui sont sujets au contrôle de l'Etat et celles qui peuvent faire corps avec celui-ci. Quelles sont les relations, les pratiques et les discours qui se déploient dans, contre et en dehors de ces politiques ? Nous entendons interroger les liens entre dénuement politique et contrôle social, mais aussi entre enfermement dans des exceptionnalités et normalisation. Comment se construit le politique si des individu/e/s hors normes sont parfois au cœur des processus de « normalisation » des autres dans les sociétés ? Quels sont les ressorts mobilisés par ces individus pour se construire comme sujet à la marge des normes sociales et pour remettre en question les techniques d'avilissement qui les enferment dans cette paradoxalité apparemment insurmontable ?

Axe 3. Politiques du récit et de l'énonciation : l'écriture et les positionnements énonciatifs

Construire un discours situé et relayer des « voix » d'ordinaire laissées pour compte, sont des fonctions de l'écriture qui sollicitent une indispensable réflexion sur les positions et les choix énonciatifs, rhétoriques et stylistiques. Nous souhaiterions interroger ici la responsabilité et les enjeux éthiques et politiques engagés dans l'exercice/l'écriture académique, politique et littéraire. En effet, la littérature, dans ses fonctions esthétiques et politiques peut ici montrer la voie, dans la mesure où maints récits redessinent les perceptions dominantes de la relation de *care* entre femmes de classes et races hiérarchiquement marquées. L'écriture de la mise en scène des résistances des femmes subalternes et des vulnérabilités des classes privilégiées est un acte politique : « parce que le silence ne protège pas de la vulnérabilité, et sa tyrannie doit être combattue »¹⁴. Comment, par ailleurs, inscrire le grain, les enjeux et la reconnaissance des savoirs de nos interlocutrices sur nos différents terrains ? La recherche implique notamment un engagement important dans l'écoute des récits de vie et de travail, souvent durs, de nos interlocutrices et interlocuteurs. Savoir comment certains aspects peuvent être relayés constitue un questionnement éthique et politique complexe : la recherche universitaire peut aussi être celle d'une « justesse » de l'énonciation.

¹⁴ BORGHI, Liana. « Introduction », dans Lorde A., *Zami*, Pisa : Edizioni ETS, 2014, p. 21 : « perché il silenzio non protegge dalla vulnerabilità, e la sua tirannia va combattuta » [notre traduction].